OEA/Ser.W

CIDI/doc.344/22 rev.1

26 avril 2022

Original: anglais

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)

PLAN DE TRAVAIL 2022

(Approuvée à sa séance ordinaire tenue le 26 avril 2022)

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)

PLAN DE TRAVAIL 2022

**INTRODUCTION**

En 2022, le Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) continuera à se concentrer sur la mise en œuvre des mandats reçus de l'Assemblée générale ainsi que des réunions des ministres et hauts fonctionnaires tenues dans le cadre du CIDI. En outre, il continuera de s’employer à soutenir les États membres dans les efforts qu’ils déploient pour se relever du bouleversement, tant sur les plans sanitaire qu’économique, que la pandémie de COVID-19 a provoqué. Compte tenu du recul économique des États membres, de l'évolution du monde du travail et des lacunes dans les domaines environnemental et technologique que le SEDI doit combler, le plan de travail a été élaboré pour amplifier certains des programmes phares mis au point pendant la période 2020-2021, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de solutions pratiques et de résultats tangibles dans les États membres.

La coopération et les partenariats resteront la pierre angulaire du travail du SEDI, dans le but de renforcer les capacités humaines, institutionnelles et techniques des États membres.

Conformément à la décision de l'Organisation de maintenir les domaines d'action du Plan stratégique intégral de l'OEA, tel qu'il a été adopté en 2016, les programmes, projets et activités seront tous alignés sur les cinq (5) domaines d'action suivants.

**Domaines d'action :**

1. **Promouvoir des économies inclusives et compétitives :** Appuyer la croissance économique, la compétitivité, la productivité et l’innovation, en mettant l’accent sur les MPME
2. **Développement durable et environnement :** Accroître la durabilité et la résilience dans les Amériques
3. **Promouvoir l'éducation et le développement humain dans les Amériques :** Réduire la pauvreté, l’inégalité et l’exclusion en améliorant l’accès à une éducation de qualité et au travail décent
4. **Promouvoir le travail décent, digne et productif pour tous :** Renforcer l'administration du travail dans les Amériques
5. **Encourager la coopération pour le développement et la création de partenariats**

**Approche commune :**

Le Secrétariat continuera d'adopter une approche commune "UNE SEULE SEDI" qui consiste à travailler de manière globale dans tous ses domaines, en tirant parti des atouts de l’Organisation et de sa capacité avérée à apporter une valeur ajoutée aux États membres qui mènent leur propre développement socio-économique.

* **Dialogue politique** orienté vers la recherche d'un consensus pour relever des défis communs et élaborer des solutions partagées en matière de politiques.
* **Coopération Sud-Sud, triangulaire et horizontale** en vue du partage des connaissances et l'échange de bonnes pratiques afin d'accélérer le développement.
* **Partenariats multisectoriels** pour mobiliser la puissance de la collaboration et de l'action concertée.

Les initiatives et actions décrites ci-dessous ne sont pas exhaustives et sont à la mesure des ressources humaines et financières disponibles. Le SEDI ajustera et adaptera ses programmes, projets et activités si nécessaire pour répondre aux besoins émergents des États membres, en particulier en cette période de défis.

**PLAN DE TRAVAIL 2022 DU SEDI/OEA ACTIVITÉS PRÉVUES ET RÉSULTATS ATTENDUS**

**DÉPARTEMENT/SECTION :** DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **1. Promouvoir des économies inclusives et compétitives** | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **1.1. Accroître la capacité des institutions des États membres qui contribuent à la mise en œuvre de politiques et programmes favorisant la productivité, l’entrepreneuriat, l’innovation et l’internationalisation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des coopératives et autres unités de production.** | | |
| **MPME** |  | | |
| Dialogue politique, coopération régionale, échange de données d'expériences et de bonnes pratiques en matière de priorités pour le relèvement des MPME après la COVID-19, identifiées au Septième Dialogue interaméricain des chefs de MPME. | Renforcer les capacités des MPME en matière de : 1) Solutions financières tenant compte d’une perspective de genre ; 2) Numérisation, commerce électronique et autres solutions technologiques ; 3) Services de messagerie et d’expédition à l’international ; et 4) autonomisation économique des femmes. | Au moins 4 webinaires organisés pour échanger les bonnes pratiques et les possibilités de coopération. | **Externe :**  États membres de l'OEA, WhatsApp Business, Agence de développement des exportations des Caraïbes, Centre régional de promotion de la micro, petite et moyenne entreprise (CENPROMYPE), et institutions financières. |
| Programme de numérisation de l'OEA pour les MPME : Exécution de programmes de formation en mode virtuel sur mesure à l’intention des MPME, et d'un programme de formation des formateurs à l’intention des dirigeants de MPME/centres d’appui aux MPME, afin de renforcer la résilience et le relèvement après la pandémie. | Viabilité économique et résilience des PME. Les MPME seront en mesure de tirer parti de la demande qui existe pour leurs produits sur Internet.  Formation et ressources pour le relèvement après la COVID et la résilience des entreprises. | Mise en œuvre du programme de numérisation de l'OEA pour les MPME dans au moins 10 États membres.  Formation aux compétences numériques pour les PME dans au moins 10 États membres. | **Externe :**  WhatsApp Business et les États membres de l'OEA. |
| Centre d'échange d'informations en ligne sur la législation et les initiatives relatives aux politiques et programmes publics visant à soutenir le développement du secteur des MPME. | Appel pour réunir les politiques et programmes publics spécifiquement axés sur la résilience des PME, le relèvement après la COVID, la continuité et la compétitivité des activités des entreprises. | Centre d'échange d'informations avec un accès à un vaste inventaire, constitué au niveau régional, de bonnes pratiques en matière de politiques et de programmes publics pour la résilience des PME, le relèvement après la COVID, la continuité des activités entreprises et la compétitivité. | **Externe :**  États membres de l'OEA, institutions d’appui aux MPME dans les États membres, institutions financières internationales telles que la BCIE et la CAF, organisations régionales d’appui aux MPME telles que l'Agence de développement des exportations des Caraïbes et CENPROMYPE. |
| Bulletin d'information sur le développement des MPME dans les Amériques distribué aux dirigeants des MPME et aux parties prenantes du secteur des MPME (anglais et espagnol). | Partage des politiques et programmes publics spécifiquement axés sur la résilience des PME et le relèvement après la COVID-19 : Réponses en matière de politiques pour les PME. | Au moins 10 bonnes pratiques échangées et des opportunités concrètes de coopération identifiées en matière de politiques et programmes visant à soutenir la résilience des MPME et les réponses en vue du relèvement face à la COVID-19. | **Externe :**  États membres de l'OEA, institutions d’appui aux MPME, institutions financières internationales telles que la BCIE et la CAF, organisations régionales d’appui aux MPME telles que l'Agence de développement des exportations des Caraïbes et CENPROMYPE. |
| Femmes économiquement autonomes pour des sociétés équitables et résilientes. | Renforcer les capacités des femmes chefs de petites entreprises de la région de l’Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et du Triangle du Nord à utiliser et à mettre à profit l'économie numérique pour créer des moyens de subsistance durables. | Capacité locale à soutenir les MPME et les entrepreneurs dirigées par des femmes dans les efforts qu’elles déploient pour bénéficier de l'économie numérique, et création d'un centre d'échange interactif en ligne pour les femmes dans l'économie numérique. | **Interne :**  Bureau exécutif du SEDI,  CIM.  **Externe :**  Mission permanente des États-Unis près l'OEA, institutions d’appui aux MPME dans les pays participants de l'OEA, CENPROMYPE, WhatsApp Business, META. |
| Promotion du développement de réseaux nationaux de centres de développement des petites entreprises (SBDC) dans de nouveaux pays bénéficiaires. | Les activités se concentreront sur le lancement de réseaux nationaux de SBDC afin de faciliter le transfert et l'adaptation du modèle de SBDC des États-Unis, afin de renforcer la gestion des interventions d’appui aux MPME, en utilisant les leçons tirées des phases précédentes du programme du SBDC des Caraïbes. Ce cadre complétera d'autres projets existants de donateurs multilatéraux, tels que la Banque interaméricaine de développement en Équateur et en Uruguay et, ce faisant, il permettra d'appliquer les leçons apprises dans la l’élaboration de programmes MPME plus solides dans ces pays. | Renforcement de la gestion des programmes d’appui aux MPME dans de nouveaux pays bénéficiaires (Brésil, Équateur et Uruguay). | **Externe :**  Mission permanente des États-Unis près l'OEA, Université du Texas à San Antonio (UTSA) ; SEBRAE  ; Ambassade des États-Unis au Brésil ; AUCI |
| Renforcement du système coopératif en Uruguay. | L'objectif du programme est de favoriser un système coopératif durable en Uruguay en utilisant les bonnes pratiques du modèle des SBDC, parmi d'autres, afin d’apporter de la valeur aux membres des coopératives, à leurs communautés et à l'économie nationale.  Amélioration de la gestion des coopératives, par des stratégies visant à attirer et retenir les clients, la mise au point de paramètres pour contrôler l'efficacité des interventions d’appui et leur contribution aux objectifs nationaux de développement économique.  L’identification de de solutions dans les domaines qui empêchent la participation pleine et entière du secteur coopératif à l'économie nationale, solutions telles que :   * L’accès au financement * L’éducation et la formation * Le renforcement des liens avec les chaînes de valeur   Stratégies pour une plus grande inclusion des femmes et des jeunes dans les coopératives. | Développement d'un cadre opérationnel coopératif comprenant un modèle d'évaluation pour assurer une mesure cohérente des incidences et améliorer la gestion.  Programmes de formation élaborés et déployés pour aider les coopératives et leurs membres à faire face aux questions de parité entre hommes et femmes, de transformation numérique et d'accès au financement. | **Externe :**  Mission permanente des États-Unis près l'OEA, INACOOP, Université du Texas à San Antonio (UTSA) ; USAID. |
| Aligner les politiques et les programmes nationaux relatifs aux MPME au Guyana sur la plateforme du SBDC. | Une plateforme reconnue sur les MPME, chargée de cartographier le système d’appui (public et privé) et de jouer un rôle de coordination inter-agences (entités gouvernementales), permettra d'orienter les MPME vers les programmes qui leur conviennent le mieux et de promouvoir l'alignement entre les initiatives. La plateforme servira de facilitateur pour l'enregistrement des entreprises, ainsi que de source centrale pour diffuser les incitatifs destinés aux MPME. Le modèle du SBDC en cours de mise au point au sein du Centre de développement des petites entreprises servira de mécanisme clé et de plate-forme de coordination. Les activités se concentreront sur l'alignement des politiques et des programmes pour permettre la mise en place d’un système d’appui plus cohésif coordonné par la plateforme du SBDC au Guyana. | Achèvement du projet de révision de la politique en matière de MPME concernant la classification des microentreprises, et petites et moyennes entreprises.  Offres de services d’appui aux entreprises définies dans le cadre de la plateforme du SBDC.  Les objectifs et offres de la plateforme d’appui aux MPME/SBDC sont établis et les offres de services sont complémentaires à ceux des autres agences et écosystèmes. | **Externe :**  Mission permanente des États-Unis près l'OEA, Ministère des relations extérieures du Guyana, DAI. |
| Renforcement du rôle du réseau des SBDC des Caraïbes. | Une partie importante de la troisième phase du programme des SBDC des Caraïbes a été la constitution formelle du Réseau des SBDC des Caraïbes, conceptualisé pour devenir le point de coordination du programme des SBDC dans les Caraïbes.  La mise en place de partenariats formels entre les pays mettant en œuvre le SBDC est considérée comme une étape essentielle pour générer le consensus, la crédibilité et la responsabilisation dans le cadre du programme régional des SBDC. Le réseau jouera donc un rôle clé en veillant à ce que le programme soit légitimé au niveau régional et soit également ancré dans les priorités régionales. En outre, une direction ou un organe directeur fort est essentiel pour développer la vision des SBDC, éliminer les obstacles et défendre la mise en œuvre réussie des activités des SBDC dans la région des Caraïbes. | Par le biais d’échanges intensifs de connaissances et d'idées sur les politiques et programmes qui favorisent le développement des MPME, les conférences annuelles du SBDC viseront à :   * Explorer les cadres théoriques et les mécanismes opérationnels qui favorisent les programmes des SBDC et le développement global des MPME * Identifier, documenter et échanger les données d’expériences et les leçons apprises par le biais d'études de cas sur le développement des MPME * Fournir une analyse approfondie et une discussion stratégique des facteurs déterminants dans les cas réussis et les cas qui ont eu moins de succès en matière de développement des MPME * Élaborer des recommandations politiques pour renforcer les programmes des SBDC et le développement des MPME dans les pays bénéficiaires du programme ; et * Échanger des données d’expériences sur les moyens pratiques de promouvoir l'innovation et la créativité parmi les MPME des Caraïbes | Mission permanente des États-Unis près l'OEA ; Réseau des SBDC des Caraïbes ; partenaires du secteur privé. |
| **Compétitivité** |  |  |  |
| Dialogue politique, coopération régionale, échange de données d’expériences et de bonnes pratiques dans le cadre du Réseau interaméricain de compétitivité (RIAC) sous la direction du gouvernement équatorien en tant que Président *pro tempore* du RIAC. | Échange de bonnes pratiques sur les priorités pour le relèvement après la COVID-19dans les Amériques, qui ont été identifiées au Onzième Forum de compétitivité des Amériques (FCA), notamment i) la transformation numérique, la préparation des MPME et des citoyens ii) le développement des entreprises axé sur l'innovation, et l'autonomisation des entrepreneurs, iii) l'amélioration de l'environnement réglementaire, la facilitation du commerce et les chaînes de valeur régionales, et iv) l'adaptation au changement climatique et le relèvement après la COVID-19. | Échange de 10 bonnes pratiques sur les priorités identifiées au Onzième Forum de compétitivité des Amériques (FCA), avec le soutien des partenaires du RIAC pour faire avancer le relèvement économique et la résilience dans les Amériques. | **Interne :**  Bureau exécutif du SEDI  Bureau du Conseiller stratégique pour le développement institutionnel et la gestion axée sur les résultats.  **Externe :**  Ministère équatorien de la production, du commerce, de l'investissement et de la pêche. |
| Initiative pour une compétitivité axée sur les données. | Approche axée sur les données pour faire avancer la compétitivité et favoriser la résilience dans les Amériques. | Approche axée sur les données pour faire avancer la compétitivité et la résilience mise en œuvre dans le cadre d’au moins deux études régionales dans des États membres de l'OEA. | **Interne :**  Bureau exécutif du SEDI :  Bureau du Conseiller stratégique pour le développement institutionnel et la gestion axée sur les résultats. |
| Groupe d’experts en matière de compétitivité infranationale (GTECS, selon le sigle en espagnol) c Groupe de travail sur les permis de construire – GTECS. | Échange de bonnes pratiques au niveau local pour la mise en œuvre de réformes réglementaires, notamment en matière de délivrance de permis de construire. | Lancement du programme pilote sur la Certification interaméricaine des permis de construire (guichet de délivrance simplifiée de permis de construire ) dans 2 États membres. | **Externe :**  CONAMER-Mexique, collaboration entre les responsables du secteur public au niveau du gouvernement national, les États et des municipalités, les dirigeants du secteur privé et le milieu universitaire des États membres de l'OEA. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.2. Intensifier la coopération régionale, les échanges de connaissances, le transfert de technologie à des conditions et modalités établies d’un commun accord, et la collaboration intersectorielle entre les États membres et au sein de ces derniers en matière de compétitivité, productivité et innovation.** | | |
| **Compétitivité** | | | |
| Échange pour la compétitivité des Amériques (ACE) sur le thème de l'innovation et l'entrepreneuriat ;     * Quatorzième Échange pour la compétitivité des Amériques (ACE) : Louisiane (États-Unis) : 26 mars - 1er avril 2022 (à confirmer)   Quinzième Échange pour la compétitivité des Amériques (ACE) : Équateur, (automne 2022) (à confirmer) | Partage de solutions et de données d’expériences mises en œuvre par des villes/sites de premier plan en matière de résilience économique pour la compétitivité et le relèvement économique, en créant des partenariats entre les principaux acteurs du secteur privé, du monde universitaire et des gouvernements. | Établissement de 10 partenariats à long terme en matière de développement économique et de résilience au niveau local axés sur l'innovation. | **Interne :**  Bureau exécutif et départements du SEDI.  **Externe :**  Département du Commerce des États-Unis (Administration du développement économique – EDA, et Administration du commerce international - ITA), Département d'État des États-Unis, Fondation panaméricaine pour le développement (FUPAD), États membres de l'OEA, secteur privé et universités. |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **1.3. Intensifier la coopération en vue renforcer les capacités des institutions des États membres à assimiler l’innovation et les technologies transformatrices afin d’apporter une valeur ajoutée et de diversifier leurs économies de manière durable et inclusive.** | | |
| **Science et technologie** | | | |
| Suivi de la Quatrième Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie et réunion préparatoire. Thème : "Mobiliser la puissance de la science et des technologies transformatrices pour faire avancer nos communautés", présidée par le gouvernement de la Jamaïque les 7 et 8 décembre 2021. | Échange de bonnes pratiques pour promouvoir le relèvement face à la COVID-19, en utilisant les sciences transformatrices, l'innovation, les technologies de l'industrie 4.0 et la transformation numérique, tels que définis dans la Déclaration de la Jamaïque. | Élaboration du Plan de travail 2022-2024 à des fins d'examen par le bureau de la COMCYT et mise en œuvre d'au moins trois activités du Groupe de travail de la COMCYT pour échanger des bonnes pratiques d'ici à décembre 2022. | **Interne :**  Bureau exécutif et départements du SEDI  **Externe :**  Ministère de la science, de l'énergie et de la technologie (MSET) - Jamaïque ; Commission nationale de la science et de la technologie (NCST) - Jamaïque  Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation (MINCIENCIAS) - Colombie,  Conseil national de la science et de la technologie (CONCYTEC) - Pérou, Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT) - Mexique, Centre de recherches biologiques du Nord-Est (CIBNOR) – Mexique,  Secrétariat national à la science et à la technologie (SENACYT) - Guatemala, Société pour le développement de la production (CORFO) - Chili, Université de Purdue, Université catholique pontificale du Pérou (PUCP) - Pérou, Université du Costa Rica, Université nationale autonome du Mexique (UNAM), Réseau des bureaux de transfert de technologie de l’Institut technologique de Monterrey (Red OTT) - Mexique, Illinois Institute of Technology, Université de Georgetown,  Amazon Web Services (AWS) et autres partenaires des secteurs privé et universitaire. |
| Académie des jeunes sur les technologies transformatrices pour les Amériques, établie par l’OEA. | Formation et certification portant sur les compétences dans les technologies transformatrices de l'économie numérique à l'intention de 10 000 jeunes d'ici à 2024, en mettant l'accent sur les personnes appartenant à des groupes traditionnellement sous-représentés ou à des populations en situation vulnérable. | Trois (3) programmes de formation et de certification disponibles et opérationnels, d'ici à décembre 2022, dans le cadre du programme d'études de l'Académie des jeunes sur les technologies transformatrices pour les Amériques, établie par l’OEA. | **Interne :**  Bureau exécutif et départements du SEDI.  **Externe :**  Meta  Structuralia. |
| Deuxième édition de *Prospecta Americas* (Hidalgo, Mexique, premier semestre 2022 à confirmer) : Plateforme de prospective visant à réunir les parties prenantes pour travailler sur 10 technologies émergentes et transformatrices.  1. Nano/nouveaux matériaux  2. Robotique - satellites  3. Biologie de synthèse  4. Ingénierie biomédicale  5. Mégadonnées  6. Chaîne de blocs  7. Informatique quantique  8. Réalité augmentée  9. Réalité virtuelle  10. Intelligence artificielle | Cartographier les capacités régionales, les tendances et l'état de préparation des pays aux développement technologiques futurs, en mettant l'accent sur les priorités de l'ère après la COVID.  Échange de bonnes pratiques et de possibilités de coopération dans le domaine de 10 sciences et technologies transformatrices dans le cadre du Deuxième séminaire régional de *Prospecta Americas.* | Faire avancer le fonctionnement des deux premiers centres d'excellence de l'OEA en matière de prospective sur les technologies transformatrices de *Prospecta Americas*, annoncés à la REMCYT-VI. | **Interne :**  Bureau exécutif et départements du SEDI.  **Externe :**  Ministère des relations extérieures, Mexique ;  État d'Hidalgo, Mexique ;  Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT), Mexique ;  Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation (MINCIENCIAS), Colombie ;  Conseil national de la science et de la technologie (CONCYTEC), Pérou. |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **1.4. Soutenir les États membres dans le renforcement des capacités institutionnelles favorisant la création d’activités productives durables dans les secteurs du tourisme et de la culture.** | | |
| **Tourisme** | | | |
| Suivi du processus ministériel sur le tourisme : Vingt-quatrième Congrès interaméricain des ministres et hauts fonctionnaires chargés du tourisme. | Définir des mesures concrètes dans le cadre du Plan de travail 2022-2024 de la CITUR concernant la reconstruction et le relèvement du tourisme. | Approbation du Plan de travail 2022-2024 de la CITUR pour donner suite aux mandats de la Déclaration du Paraguay. | **Externe :**  Association du transport aérien internationale (IATA), Florida Caribbean Cruise Association  (F-CCA), Cruise Lines International Association (CLIA), Chambres de tourisme, Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies  (OMT). |
| Poursuivre la consolidation de l'Indigenous Tourism Collaborative of the Americas, un réseau de dirigeants et d'organisations autochtones liées à l'industrie du tourisme (ITCA). | En collaboration avec l'Université George Washington, le Département de l'Intérieur des États-Unis, soutenir la mise au point d'un dépôt numérique axé sur le relèvement du tourisme face à la COVID-19, le renforcement des capacités, la représentation et l'inclusion. | Élargir le réseau de dirigeants et d'organisations autochtones liées à l'industrie du tourisme d'au moins 10 % en 2022.  Faire progresser la mise en place du dépôt numérique du réseau de dirigeants et d'organisations autochtones liées à l'industrie du tourisme. | **Externe :**  Université George Washington et Département de l'Intérieur des États-Unis. |
| Achèvement de l’exécution du projet intitulé Renforcement de la résilience face aux catastrophes dans les petites entreprises touristiques des Caraïbes. | En collaboration avec le Département du développement durable, organiser un forum de haut niveau, en mode présentiel, sur la résilience du secteur du tourisme dans les Caraïbes. | Partage des recommandations du projet sur l'évaluation intégrée de la résilience dans le secteur du tourisme dans les Caraïbes et la continuité des activités pour les PME du tourisme. | **Interne :**  Département du développement durable.  **Externe :**  Organisation du tourisme dans les Caraïbes (CTO), Université des Indes occidentales (UWI), Association de l'hôtellerie et du tourisme des Caraïbes (CHTA). |
| **Culture** | | | |
| Processus ministériel sur la culture : Neuvième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la culture  Réunion préparatoire de la Neuvième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la culture . | Réunion des ministres pour examiner la question du relèvement après la COVID-19 dans les secteurs de la culture et de la création. | Déroulement réussi de la Neuvième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la culture tenue au Guatemala.  Déroulement réussi de la réunion préparatoire de la Neuvième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la culture. | **Externe :**  Ministère de la culture du Guatemala |
| Livre électronique sur les bonnes pratiques et les programmes concernant l'articulation et la collaboration interinstitutionnelles en appui à l'économie créative.  Référentiel de bonnes pratiques artistiques et culturelles pour la transformation des communautés locales.  Proposition sur les comptes satellites de la culture. | L'accent sera mis sur le renforcement des industries culturelles et créatives et des PME après la Covid-19. | Livre électronique élaboré en anglais et en espagnol et disponible sur la page Web de la Section de la culture et du tourisme du SEDI.  Référentiel de bonnes pratiques artistiques et culturelles pour la transformation des communautés locales établi sur la page web de la Section de la Culture et tourisme du SEDI.  Au moins deux pays des Caraïbes acceptent de servir de pays pilotes pour une proposition de projet visant à renforcer la capacité de prise. de décision dans le secteur de la culture. | **Externe :**  Ministères de la culture des États membres de l’OEA.  Ministères de la culture des États membres de l’OEA.  Organisation de la Convention Andres Bello.  Banque de développement des Caraïbes sur les industries créatives, bureaux statistiques nationaux, banques centrales. |

**DÉPARTEMENT/SECTION : COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES PORTS (CIP)**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable conformément au Programme interaméricain de développement durable 2016-2021 (PIDS)** | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.1. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion des risques de catastrophe conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.1. du PIDS.** | | |
| **PORTS** |  | | |
| Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Projet de gestion améliorée des risques de catastrophe pour les ports des Caraïbes. | Le projet devrait contribuer à réduire l'impact des risques naturels et anthropiques par l'amélioration des interventions d'urgence dans les ports des Caraïbes et, ainsi, promouvoir la résilience des entreprises et la croissance économique dans la région des Caraïbes. | Organiser les deuxième et troisième ateliers régionaux sur l'amélioration de la gestion des risques liés aux catastrophes à l'intention des ports des Caraïbes. | * Agence caraïbe de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA) * Caribbean Shipping Association (CSA) * Gouvernement d'Italie * Gouvernement des États-Unis d'Amérique * HudsonTrident * Autorité portuaire nationale du Pérou (APN) * Association des administrations portuaires de la Caraïbe (PMAC) * T&T Salvage * Garde côtière des États-Unis (USCG) |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.5. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion durable de l’énergie, en privilégiant la promotion des énergies propres, renouvelables et durables du point de vue environnemental ainsi que l’efficience énergétique, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.5. du PIDS** | | |
| Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Programme d’incitations portuaires pour la réduction des gaz à effet de serre émis par les cargos lorsqu'ils sont au port. | Amélioration de la gestion durable de l'énergie et réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les ports, ce qui réduit la pollution et contribue à la réalisation de certains ODD. | Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Programme d’incitations portuaires pour la réduction des gaz à effet de serre émis par les cargos lorsqu'ils sont au port. | Amélioration de la gestion durable de l'énergie et réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les ports, ce qui réduit la pollution et contribue à la réalisation de certains ODD. |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promouvoir l'éducation et le développement humain dans les Amériques** | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **3.4. Encourager, au sein des États membres, l’accès à des filières éducatives de qualité, inclusives et équitables à tous les niveaux, dans toutes les modalités et dans les quatre langues officielles de l’Organisation** | | |
| Réaliser au moins un webinaire dans chacun des six (6) domaines prioritaires de la CIP.  Organiser au moins trois (3) événements au niveau continental dans les domaines prioritaires de la CIP.  Sensibiliser au moins 700 membres du personnel portuaire de 15 États membres de l'OEA aux meilleures pratiques sur les questions portuaires prioritaires.  Offrir au moins dix (10) cours professionnels certifiés en ligne sur des sujets pertinents pour le secteur portuaire.  Bénéficier au moins à 250 membres du personnel portuaire de 20 États membres de l'OEA. | * Autorité portuaire nationale du Pérou * Centre national de formation portuaire (CENCAPOR) de l'Argentine * Maritime Policy Bureau * Réseau Internacional Mexico PBIP * CENNAVE Uruguay * Garde côtière des États-Unis (USCG) * Marine mexicaine (SEMAR) * Administration nationale des ports (AGP) d'Argentine * États membres de la CIP et partenaires stratégiques * Reel ID | * Organiser au moins un webinaire dans chacun des six (6) domaines prioritaires de la CIP * Organiser au moins trois (3) événements au niveau continental dans les domaines prioritaires de la CIP * Sensibiliser au moins 700 membres du personnel portuaire de 15 États membres de l'OEA aux meilleures pratiques sur les questions portuaires prioritaires * Offrir au moins dix (10) cours professionnels certifiés en ligne sur des sujets pertinents pour le secteur portuaire * Bénéficier au moins à 250 membres du personnel portuaire de 20 États membres de l'OEA | * Autorité portuaire nationale du Pérou * Centre national de formation portuaire (CENCAPOR) de l'Argentine * Maritime Policy Bureau * Red Internacional Mexico PBIP * CENNAVE Uruguay * Garde côtière des États-Unis (USCG) * Marine mexicaine (SEMAR) * Administration nationale des ports (AGP) d'Argentine * États membres de la CIP et partenaires stratégiques * Reel ID |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. ENCOURAGER LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION DE PARTENARIATS** | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **6.1. Promouvoir la coopération bilatérale, Sud-Sud, triangulaire et internationale à travers le continent.** | | |
| Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Fournir une assistance technique aux États membres en matière portuaire :   * Établissement d'un système communautaire portuaire de la Barbade * Étude de faisabilité pour la mise en place d'un guichet unique électronique pour le commerce au Belize | *Projet de la Barbade :*  Rationaliser plusieurs processus commerciaux et de gestion par le biais de la numérisation des opérations portuaires. Le produit final permettra un échange intelligent et sécurisé de renseignements entre les acteurs publics et privés, afin de gérer, d'automatiser et d'optimiser les processus logistiques d'un port, en reliant le transport local aux chaînes logistiques mondiales.  *Projet du Belize :*  Réaliser une étude de faisabilité pour conseiller le Gouvernement du Belize sur les prescriptions techniques, juridiques et financières en vue de l'établissement et du fonctionnement du guichet unique électronique. | *Projet de la Barbade :*  Réaliser une évaluation liée à la logistique et à la chaîne d'approvisionnement internationale.  Produire une feuille de route d’exécution assortie d’un ensemble de recommandations juridiques, opérationnelles et financières, entre autres, pour l’élaboration et la mise en œuvre du système national de collectivité portuaire.  *Projet du Belize :*   * Produire un rapport sur les meilleures pratiques concernant la mise en œuvre du guichet unique électronique * Rédiger un rapport d'analyse de situation | * Barbados Port Inc. * Banque de développement des Caraïbes (CDB) * Direction générale du commerce extérieur du Belize (DGFT) * Autorité portuaire de Belize |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.2 Encourager les partenariats multisectoriels efficaces pour soutenir les États membres dans la réalisation des objectifs de développement durable** | | |
| Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Établissement de relations stratégiques avec des institutions en vue d'initiatives conjointes au profit des membres de la CIP, et activités de coopération.  Processus ministériel de la CIP. | Accroissement du nombre de membres associés et de partenaires stratégiques de la CIP afin d'élargir l'accès de la communauté de la CIP à des experts dans différents domaines pertinents et d'obtenir une collaboration dans le renforcement des capacités et d'autres activités.  Poursuivre le dialogue ministériel sur le domaine portuaire dans le cadre du CIDI à la Vingt-deuxième Réunion de son Comité exécutif. | Programme de formation à la gestion proposé par le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports.  Établissement de relations stratégiques avec des institutions en vue d'initiatives conjointes au profit des membres de la CIP, et activités de coopération.  Processus ministériel de la CIP. | Accroissement du nombre de membres associés et de partenaires stratégiques de la CIP afin d'élargir l'accès de la communauté de la CIP à des experts dans différents domaines pertinents et d'obtenir une collaboration dans le renforcement des capacités et d'autres activités.  Poursuivre le dialogue ministériel dans le domaine portuaire dans le cadre du CIDI à la Vingt-deuxième Réunion de son Comité exécutif. |

**DÉPARTEMENT/SECTION : DÉVELOPPEMENT DURABLE**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable conformément au Programme interaméricain de développement durable 2016-2021 (PIDS)** | | | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.1. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion des risques de catastrophe conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.1. du PIDS.** | | | | |
| **Formation à la gestion des risques de catastrophe :** | | | | | |
| **Équipes d'intervention en cas d'urgence communautaire (CERT, selon le sigle en anglais).** | Renforcer les capacités en matière de formation et d'organisation au sein des communautés, que celles-ci soient définies par des frontières géographiques et administratives, ou par des services et fournisseurs commerciaux, et intégrer ces communautés dans les mécanismes nationaux de gestion des urgences et les accords officiels. | Élargissement de la base de connaissances et de compétences en matière de réponse communautaire aux urgences, et renforcement des capacités à se préparer et à répondre aux catastrophes et aux chocs, et à s’en remettre, dans les sous-régions et États membres participants ciblés. | | **Interne** (OEA) : Réseau interaméricain pour l'atténuation des effets des catastrophes (RIMD), Bureau exécutif du SEDI (Coopération technique pour la formation à la gestion des urgences - Base de données du SEDI), Section du tourisme du Département du développement économique, Département du développement humain, de l'éducation et de l'emploi, Commission interaméricaine des ports (CIP), Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle (SSM), Département du développement durable, Organisation, interaméricaine de défense (JID), Bureau du Secrétaire général adjoint (SGA).  **Externe :** FEMA et réseau des CERT locales des États-Unis. Toutes les entités de l’US BHA, CHTA, OPS, la BID, FUPAD, IICA, FICR, Commission des Casques blancs, IAI, IFI et banques de développement. Observateurs permanents et États membres. | |
| Projet de renforcement de la résilience face aux catastrophes dans les petites entreprises touristiques des Caraïbes.  Planification des urgences, continuité des activités, et stratégie de communication en cas de crise. | Aider les petites entreprises de tourisme à renforcer leurs capacités à élaborer et à mettre en pratique des plans d'intervention et des plans de continuité des activités, ainsi qu’à concevoir et à établir une stratégie de communication de crise en vue de leur exécution. | Une approche régionale de la planification des urgences pour le secteur du tourisme, des recommandations pour l'ensemble de l'écosystème du tourisme en vue de réduire les interruptions d'activités, en mettant l'accent sur les petites entreprises faisant partie de la chaîne d'approvisionnement du tourisme.  Le résultat attendu est la réduction des interruptions d'activités, en particulier pour ces petites entreprises de tourisme qui font partie de l'écosystème du tourisme, ainsi que l'amélioration des flux de revenus pour les communautés qui sont tributaires de l'activité touristique. | | **Interne** (OEA) : RIMD ; Bureau exécutif du SEDI (Coopération technique pour la formation à la gestion des urgences - Base de données du SEDI) ; Section du tourisme du Département du développement économique ; Département du développement humain, de l'éducation et de l'emploi, CIP, SSM, Département du développement durable, JID, Bureau du SGA.  **Externe :** FEMA et réseau des CERT locales des États-Unis. Toutes les entités des États-Unis faisant partie du US BHA, CHTA, OPS, BID, FUPAD, IICA, FICR, Commission des Casques blancs, IAI, IFI et banques de développement. Observateurs permanents et États membres. | |
| Cours de formation à l'intention des équipes d'intervention en cas d'urgence communautaire (CERT) : Cours de base, formation des formateurs, et formation à l'intention des responsables de programmes (12 États membres de la CARICOM et République dominicaine). | Dispenser une formation aux organismes nationaux chargés des interventions d'urgence en cas de catastrophe, aux niveaux du cours de base, de la formation des formateurs, et de la formation à l'intention des responsables de programmes, en vue de la mise en pratique des activités de CERT pour les communautés locales (selon une délimitation géographique/administrative) et les communautés de petites entreprises du tourisme, de fournisseurs de services, avec le parrainage d’entreprises de plus grande taille. | Équipes d'intervention en cas d'urgence communautaire (CERT) mises en place dans l'ensemble des États membres participants, avec le parrainage de grandes entreprises touristiques et dans le cadre d'un mécanisme national bien structuré d’interventions d'urgence en cas de catastrophe.  Le résultat escompté est de réduire les perturbations des activités des entreprises de tourisme à la suite de catastrophes. | | **Interne** (OEA) : RIMD ; Bureau exécutif du SEDI (Coopération technique pour la formation à la gestion des urgences - Base de données du SEDI) ; Section du tourisme du Département du développement économique ; Département du développement humain, de l'éducation et de l'emploi ; Commission interaméricaine des ports (CIP), SSM, Département du développement durable, JID, Bureau du Secrétaire général adjoint (SGA).  **Externe :** FEMA et réseau des CERT locales des États-Unis. Toutes les entités des États-Unis faisant partie du US BHA, CHTA, OPS, BID, FUPAD, IICA, FICR, la Commission des Casques blancs, IAI, IFI et banques de développement. Observateurs permanents et États membres. | |
| Concertation multipartite de haut niveau sur les politiques | Mettre en place une concertation multipartite de haut niveau sur les politiques, avec la participation des ministères du tourisme, des organismes nationaux chargés des interventions d'urgence en cas de catastrophe, des grandes entreprises du tourisme, telles que les chaînes hôtelières, les compagnies de croisière, les compagnies aériennes, les agences de tourisme et les voyagistes, les centres de développement des petites entreprises (SBDC), les petites entreprises de tourisme, les sociétés de distribution d'énergie et d'eau, et toutes les parties prenantes du secteur du tourisme.  Formuler des recommandations en matière de politiques, à l'intention des organismes gouvernementaux et des entreprises privées, sur la base d'un consensus et d'un dialogue multipartite sur les politiques. | Un ensemble de politiques publiques et privées axées sur un consensus, et une concertation multipartite permanente de haut niveau sur les politiques, capables de répondre à un écosystème du tourisme en mutation, et notamment aux chocs intérieurs et extérieurs, qu'ils soient liés à des risques naturels, biologiques, technologiques ou anthropiques, ou à des chocs économiques et financiers, ou à tout autre choc.  Le résultat attendu est un écosystème du tourisme amélioré, où les petites entreprises de tourisme font partie intégrante des plans de continuité des activités et des plans d'urgence pour la continuité des activités des grandes entreprises, ainsi que la réduction de la contribution du secteur du tourisme au PIB des économies des États membres participants. | | Observateurs permanents et États membres. | |
| Politiques et programmes axés sur la science et les données pour les décideurs. | Sensibiliser à l'importance d'adopter une approche axée sur les données pour façonner les programmes et politiques visant à renforcer la résilience. | Atelier visant à accroître la prise de conscience et la compréhension de la manière dont la science et les données peuvent façonner les politiques et les programmes de renforcement de la résilience et de la gestion des risques de catastrophe. | | **Interne (OEA) :** Commission interaméricaine du tourisme (CITUR), Département du développement économique.  **Externe :** Amazon Web Services (AWS), IAI, National Aeronautics and Space Administration (NASA), National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), CATALAC, Comisión Nacional de Actividades Espaciales (CONAE), Geospatial Institute, Laboratoire des villes de la Banque interaméricaine de développement (association connexe en évolution), Urban and Regional Information Systems Association (URISA). | |
| **Intégrer l'objectif de la gestion des risques de catastrophes** dans tous les piliers de l'OEA. | Fournir un soutien technique à la conception et à la formulation des projets et des programmes. | Intégrer les objectifs de gestion des risques de catastrophes dans tous les services du Secrétariat général. | |  | |
| Charte et tous les services du Secrétariat Général, et en particulier au sein du SEDI. | Examiner tous les projets présentés au CEP et fournir un retour d'information. | Examen des projets présentés au PEC en vue de l'intégration des objectifs de gestion des risques de catastrophe.  Formulation de projets qui s’attaquent à des problèmes dans des domaines spécifiques de gestion des risques de catastrophe et dans des secteurs spécifiques. | |  | |
| Dialogue et coopération multi-pays et multipartites en matière d'atténuation des effets des catastrophes, d’intervention, de la reconstruction et de relèvement. | Facilitation de la coopération multi-pays et multipartite en matière d'atténuation des effets des catastrophes, d’intervention, de la reconstruction et de relèvement. | Mise en place de mécanismes de collaboration multi-pays et multipartite en matière d'atténuation des effets des catastrophes, d’intervention, de la reconstruction et de relèvement. | |  | |
| Base de données en ligne et réunions continentales du Réseau interaméricain pour l'atténuation des effets des catastrophes (RIMD). | Alimenter et maintenir la base de données en ligne du RIMD en collaboration avec l'Organisation interaméricaine de défense, notamment en ce qui concerne 1) les autorités nationales de coordination chargées de l'offre, de l'acceptation et de la demande d'interventions internationales en cas de catastrophe ; 2) les capacités nationales en matière d'intervention internationale en cas de catastrophe, intégrant toutes les capacités, civiles et militaires, publiques et privées, ainsi que celles des ONG ; 3) les accords multilatéraux et bilatéraux en matière d'interventions internationales en cas de catastrophe, y compris les accords d'entraide et 4) toutes les législations et réglementations nationales en matière de catastrophe qui informent et régissent les interventions internationales en cas de catastrophe. | Mise à jour et renforcement de la base de données en ligne du RIMD en vue de faciliter la coordination entre les États membres de l'OEA et les observateurs permanents qui fournissent des interventions et une aide humanitaire en cas de catastrophe, et la coordination entre les entités du système interaméricain, les organisations intergouvernementales sous-régionales, les organisations internationales, les institutions financières internationales et les banques de développement, et tous les autres acteurs internationaux en matière d’intervention et d'aide humanitaire en cas de catastrophe, de même que la coordination avec ces acteurs.  Le résultat escompté est un renforcement des capacités du Secrétariat général à faciliter la coordination des interventions internationales et de l'aide humanitaire en cas de catastrophe. | |  | |
| Commission interaméricaine pour la réduction des catastrophes naturelles (CIRDN) et Fonds interaméricain d'assistance pour situations de crise (FONDEM). | Soutien aux réunions de la CIRDN, à l’appui des interventions en cas de catastrophe, en mettant l'accent sur le relèvement et la reconstruction, et facilitation de la collaboration multi-pays et multipartite en matière d’intervention, de reconstruction et de relèvement en cas de catastrophe. | Amélioration de l'information sur les capacités existantes en matière d'intervention internationale en cas de catastrophe et sur les possibilités de collaboration, sur les rapports de mission contenant les enseignements tirés et les recommandations d'amélioration, ainsi que sur le renforcement de la préparation à une intervention internationale coordonnée, au relèvement et à la reconstruction. | |  | |
| Programme des casques blancs de l'OEA. | Soutien aux missions de la Commission argentine des Casques blancs en réponse aux catastrophes, y compris les catastrophes liées aux risques naturels et biologiques et, en particulier, en réponse et en appui aux efforts que déploient les États membres pour gérer la pandémie de COVID-19 et pour s’en relever.  Soutien à l'exécution des formations en matière d'atténuation des effets des catastrophes, de gestion des catastrophes, ainsi que d'intervention, de reconstruction et de relèvement. | Formation des missions d'intervention en cas de catastrophe et des responsables gouvernementaux dans les domaines de l'atténuation des effets des catastrophes, de la gestion des catastrophes, ainsi que du relèvement et de la reconstruction. | |  | |
| **Favoriser la sécurité de l'eau dans la région du Trifinio : Promouvoir la formulation d'une analyse diagnostique transfrontière (TDA, selon le sigle en anglais) et d’un programme d'action stratégique (SAP, selon le sigle en anglais) pour le bassin transfrontalier de la rivière Lempa dans cette région.** | Le projet vise à réduire la vulnérabilité climatique et les risques liés au climat dans la région du Trifinio. Cet objectif est en train d’être réalisé par le renforcement du cadre de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la région et de l'application plus large de pratiques de résilience des écosystèmes - ainsi que d’un meilleur accès aux informations d'alerte précoce et aux données de surveillance, lesquels réduiront la vulnérabilité des communautés à la variabilité du climat et aux risques liés au climat. Le projet permet d'accéder à des données et à des renseignements environnementales et socio-économiques, et il renforce les capacités des pays à exploiter les données pour prendre des décisions éclairées et concertées. | Renforcement des capacités des gouvernements à prendre des décisions judicieuses en matière de gestion des ressources en eau, par le biais :  - D’un système d'appui aux décisions, qui permet de mobiliser les données de surveillance des ressources hydroclimatiques ainsi que d'autres sources d'information afin d’exploiter des modèles et des outils d'analyse décisionnelle multicritères pour la gestion et les politiques relatives à l'eau et aux ressources naturelles, ainsi que pour alerter les communautés sur les risques et les catastrophes liés à l'eau. | | Source de financement : Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Partenaire d'opérationnel : Programme des Nations Unies pour l'environnement ;  Partenaires d'exécution : CTPT (Commission trinationale du plan Trifinio). | |
| **Initiative régionale pour la gestion durable et résiliente au climat des écosystèmes des hautes Andes** | Réaliser des études sur les impacts économiques, environnementaux et sociaux causés par l'apparition de risques climatiques dans les écosystèmes de montagne, dans des zones à définir avec des institutions techniques au Pérou, en Bolivie, en Colombie et en Équateur | Les institutions techniques nationales s'appuient sur des études qui orientent la prise de décision et les investissements dans des solutions fondées sur la nature afin de réduire les risques de catastrophe. | | Programme de l’eau, Université de Zurich, Condesan, Cosude. | |
| **Programme d'action climatique pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes :**  **Proposition globale basée sur les bonnes pratiques mises en œuvre dans la région (PAD-LAC)** | Développer des produits de connaissances et un programme de renforcement des capacités qui favorisent le renforcement de la gestion des risques de catastrophes dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN), ainsi que l'action climatique dans les États membres de l'OEA, en mettant l'accent sur les solutions basées sur la nature. | Trois (3) publications qui encouragent la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le cadre des CDN et de l'action climatique, en y intégrant la gestion des risques de catastrophe.    Formation de responsables des États membres de l'OEA, dotés d’une expertise en matière de développement et de changement climatique, au renforcement du lien entre le changement climatique, la gestion des risques, la biodiversité, la désertification et les droits humains, dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités. | | Programme de l'eau,  BID,  Points focaux techniques en matière de changement climatique de la Jamaïque, du Costa Rica et de l'Uruguay. | |
| **Préparer le terrain pour la mise en œuvre du plan d'action stratégique du bassin de la Plata** | Le système d'appui à la prise de décisions, conçu et développé dans le cadre du projet, vise à soutenir et à faciliter la gestion du bassin fluvial par l'application de méthodes de projection des risques et d'analyse des scénarios. Le système d'appui à la prise de décisions assurera le fonctionnement des systèmes d'alerte précoce pour les événements extrêmes et la qualité de l'eau, contribuant ainsi à la gestion des risques de catastrophes dans le bassin. | -Le système d'appui à la prise de décisions pour le bassin de la Plata est conçu et mis en œuvre en tant qu’outil d'appui à la coordination régionale, à la gestion intégrée de l'eau dans le contexte de la variabilité et du changement climatique, et au fonctionnement de l'alerte précoce des événements extrêmes et de la qualité de l'eau.   * Portefeuille de projets approuvé pour répondre aux problèmes transfrontaliers critiques * Méthodologie d'intégration du Plan d'action stratégique dans les plans et politiques nationaux élaborés et validés par les autorités nationales des pays du bassin de La Plata * Réalisation d'ateliers pour intégrer la perspective de genre dans les actions du projet | | **Externe :** Banque de développement de l'Amérique latine (CAF), Comité intergouvernemental de coordination des pays du bassin du Río de la Plata (CIC), Banque interaméricaine de développement (BID). | |
| **Système satellitaire et applications basées sur l'observation de la Terre (PROSAT)** | La coopération technique soutient le développement et la mise en œuvre d'applications qui utilisent des données satellitaires, notamment des données radar, ainsi que des produits régionaux couvrant les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la santé, de l'environnement et de la gestion des urgences.  Dans la dernière phase, le projet a soutenu le développement d'applications pour le système régional intégré d'information par satellite (SIRIS), et le suivi du système SIRIS est un programme du projet PROSAT de la Commission nationale des activités spatiales (CONAE), qui a été développé pour améliorer la prise de décision dans le secteur agricole. Cependant, son utilisation est également étendue à d'autres secteurs tels que l'eau, l'environnement, la foresterie et la santé.  Le projet promeut également la création d'une association spatiale inter-agences des Amériques, entre autres activités qui encouragent l'utilisation des données satellitaires pour la prise de décision et la gestion des ressources. | Développement de produits supplémentaires pour le système SIRIS visant les objectifs suivants:   1. Identification des zones couvertes de neige 2. Analyse de l'évolution historique du site couvert de neige et de la fréquence des nuages 3. Identification des plans d'eau dans les zones qui ont subi des inondations, entre autres   Renforcement de l’établissement d'une association spatiale inter-agences des Amériques.  Optimisation de la plateforme SIRIS afin d’étendre son utilisation à différents secteurs tels que l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et l'éducation, pour en faire une référence en matière de collecte de données dans la région. | | Commission nationale des activités spatiales (CONAE) et Banque interaméricaine de développement (BID). | |
| **Projet d'appui à la mise en œuvre de la proposition visant à prévenir et à endiguer la pandémie de COVID-19 dans la zone rurale de la région du Trifinio au Honduras** | Le projet vise à contribuer à la prévention et à l'endiguement de la Covid-19 dans cette région du Honduras, en mettant en place des canaux d'information pour sensibiliser le public aux mesures de prévention de la propagation du virus ainsi qu’à la fourniture de matériel médical pour endiguer la contamination et traiter les patients porteurs du coronavirus. | * Renforcement des canaux de communication communautaires pour endiguer la propagation du virus dans les zones rurales du Honduras * Équipement des municipalités en matériel pour la prévention et le traitement de la COVID-19 dans les zones rurales du Honduras * Formation des communautés en matière de santé et d’intervention en cas de catastrophe naturelle | | Gouvernement du Honduras, Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), COPECO, CODEL et Commission tri-nationale du Plan Trifinio. | |
| **Favoriser la sécurité de l'eau dans la région du Trifinio : Promouvoir la formulation d'une analyse diagnostique transfrontière (TDA, selon le sigle en anglais) et d’un programme d'action stratégique (SAP, selon le sigle en anglais) pour le bassin transfrontalier de la rivière Lempa dans cette région** | Le projet vise à réduire la vulnérabilité climatique et les risques liés au climat dans la région du Trifinio. Cet objectif est atteint au moyen du renforcement du cadre de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la région et de l'application plus large de pratiques de résilience des écosystèmes - ainsi que d’un meilleur accès aux informations d'alerte précoce et aux données de surveillance, lesquels réduiront la vulnérabilité des communautés à la variabilité du climat et aux risques liés au climat. Le projet permet d'accéder à des données et à des renseignements environnementales et socio-économiques, et il renforce les capacités des pays à exploiter les données pour prendre des décisions éclairées et concertées. | Renforcement des capacités des gouvernements à prendre des décisions judicieuses en matière de gestion des ressources en eau, par le biais :   * - D’un système d'appui aux décisions permettant de mobiliser les données de surveillance des ressources hydroclimatiques ainsi que d'autres sources d'information afin d’exploiter des modèles et des outils d'analyse décisionnelle multicritères pour la gestion et les politiques relatives à l'eau et aux ressources naturelles, ainsi que pour alerter les communautés sur les risques et les catastrophes liés à l'eau. | | Source de financement : Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Partenaire d'opérationnel : Programme des Nations Unies pour l'environnement ;  Partenaires d'exécution : CTPT (Commission trinationale du plan Trifinio). | |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.2. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion durable des écosystèmes conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.2. du PIDS.** | | | | |
| **Gestion durable des écosystèmes:** | | | | | |
| **Favoriser la sécurité de l'eau dans la région du Trifinio : Promouvoir la formulation d'une analyse diagnostique transfrontière (TDA) et d’un programme d'action stratégique (SAP) pour le bassin transfrontalier de la rivière Lempa dans cette région.** | Le projet apporte des solutions innovantes en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et d'approches basées sur l'écosystème pour résoudre les problèmes environnementaux persistants liés à l'épuisement et à la contamination de l'eau, dans le cadre de projets réalisés à titre de démonstration au niveau des micro-bassins qui impliquent et renforcent les organisations rurales. | Gestion basée sur les écosystèmes, testée dans les projets réalisés à titre de démonstration : Quatre (4) projets de GIRE réalisés à titre de démonstration pour renforcer les capacités locales en matière de gestion basée sur les écosystèmes et pour renforcer la résilience des écosystèmes et réduire aux maximum les risques environnementaux. Ces projets comprennent : (i) des centres de recherche appliquée et d'apprentissage sur la sécurité de l'eau et la gestion intégrée des ressources en eau (camps de formation à la durabilité) visant à améliorer la capacité des communautés locales à s'adapter à la variabilité et au changement climatique tout en promouvant des moyens de subsistance durables ; (ii) des systèmes de production de café durables à cycle fermé ; (iii) des initiatives financières communautaires (fonds pour l'eau et systèmes de microcrédit) pour protéger et maintenir les services écosystémiques ; et (iv) des actions correctives innovantes axées sur des technologies et pratiques adaptatives basées sur les écosystèmes. Il est attendu que des améliorations à grande échelle des pratiques de gestion des terres résultent de la mise en œuvre du programme d'action stratégique. | | Source de financement : Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Partenaire d'opérationnel : Programme des Nations Unies pour l'environnement ;  Partenaires d'exécution : CTPT (Commission trinationale du plan Trifinio) | |
| **Initiative régionale pour la gestion durable et résiliente au climat des écosystèmes des hautes Andes** | Identification des écosystèmes de haute montagne (glaciers, landes et forêts andines) au Pérou, en Bolivie, en Colombie et en Équateur, considérés comme dégradés et nécessitant des investissements axés sur des solutions fondées sur la nature pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation. | Avec les pays, nous définissons 4 bassins et écosystèmes de haute montagne (1 par pays), qui nécessitent des interventions à des fins de restauration, de préservation et promotion de mesures d'adaptation. | | Programme de l’eau, Université de Zurich, Condesan, Cosude. | |
| **Programme d'action climatique pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes : Proposition globale basée sur les bonnes pratiques mises en œuvre dans la région (PAD-LAC)** | Renforcer l'expertise technique en matière de solutions fondées sur la nature en vue de la conservation, de la restauration et de l'utilisation durable des écosystèmes sensibles au changement climatique et au changement dans l’utilisation des sols. | Formation de responsables des États membres de l'OEA, dotés d’une expertise en matière de développement et de changement climatique, au renforcement du lien entre le changement climatique, la gestion des risques, la biodiversité, la désertification et les droits humains, dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités. | | Programme de l'eau,  BID,  Points focaux techniques en matière de changement climatique pour la Jamaïque, le Costa Rica et l'Uruguay  Fonds vert pour le climat (GCF)  Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Université de Zurich/Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.3. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion intégrée des ressources hydriques conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.3 du PIDS.** | | | | |
| **Eau :** | | | | | |
| **Favoriser la sécurité de l'eau dans la région du Trifinio : Promouvoir la formulation d'une analyse diagnostique transfrontière (TDA) et d’un programme d'action stratégique (SAP) pour le bassin transfrontalier de la rivière Lempa dans cette région.** | Le projet vise à réduire la vulnérabilité climatique et les risques liés au climat dans la région du Trifinio. Cet objectif est atteint au moyen du renforcement du cadre de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la région et de l'application plus large de pratiques de résilience des écosystèmes - ainsi que d’un meilleur accès aux informations d'alerte précoce et aux données de surveillance, lesquels réduiront la vulnérabilité des communautés à la variabilité du climat et aux risques liés au climat. Le projet permet d'accéder à des données et à des renseignements environnementales et socio-économiques, et il renforce les capacités des pays à exploiter les données pour prendre des décisions éclairées et concertées. | Renforcement des capacités des gouvernement à prendre des décisions judicieuses en matière de gestion des ressources en eau, par le biais :  - D’un système d'appui aux décisions permettant de mobiliser les données de surveillance des ressources hydroclimatiques ainsi que d’autres d'autres sources d'information afin d’exploiter des modèles et des outils d'analyse décisionnelle multicritères pour la gestion et les politiques relatives à l'eau et aux ressources naturelles, ainsi que pour alerter les communautés sur les risques et les catastrophes liés à l'eau. | | Source de financement : Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Partenaire d'opérationnel : Programme des Nations Unies pour l'environnement ;  Partenaires d'exécution : CTPT (Commission trinationale du plan Trifinio). | |
| **Initiative régionale pour la gestion durable et résiliente au climat des écosystèmes des hautes Andes.** | Réaliser des études sur les impacts économiques, environnementaux et sociaux causés par l'apparition de risques climatiques dans les écosystèmes de montagne, dans des zones à définir avec des institutions techniques au Pérou, en Bolivie, en Colombie et en Équateur. | Les institutions techniques nationales s'appuient sur des études qui orientent la prise de décision et les investissements dans des solutions fondées sur la nature afin de réduire les risques de catastrophe. | | Programme de l’eau, Université de Zurich, Condesan, Cosude. | |
| **Programme d'action climatique pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes : Proposition globale basée sur les bonnes pratiques de la région. (PAD-LAC) (PAD-LAC)** | Développer des produits de connaissances et un programme de renforcement des capacités qui favorisent la consolidation de la gestion des risques de catastrophes dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'action climatique dans les États membres de l'OEA, en mettant l'accent sur les solutions basées sur la nature. | Trois (3) publications qui encouragent la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le cadre des CDN et de l'action climatique, en y intégrant la gestion des risques de catastrophe.    Formation de responsables des États membres de l'OEA, dotés d’une expertise en matière de développement et de changement climatique, au renforcement du lien entre le changement climatique, la gestion des risques, la biodiversité, la désertification et les droits humains, dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités. | | Programme de l'eau,  BID  Points focaux techniques en matière de changement climatique de la Jamaïque, du Costa Rica et de l'Uruguay. | |
| **Préparer le terrain pour la mise en œuvre du plan d'action stratégique du bassin de la Plata.** | Le système d'appui à la prise de décisions, conçu et développé dans le cadre du projet, vise à soutenir et à faciliter la gestion du bassin fluvial par l'application de méthodes de projection des risques et d'analyse des scénarios. Le système d'appui à la prise de décisions assurera le fonctionnement des systèmes d'alerte précoce pour les événements extrêmes et la qualité de l'eau, contribuant ainsi à la gestion des risques de catastrophes dans le bassin. | -Le système d'appui à la prise de décisions pour le bassin de la Plata est conçu et mis en œuvre en tant qu’outil d'appui à la coordination régionale, à la gestion intégrée de l'eau dans le contexte de la variabilité et du changement climatique, et au fonctionnement de l'alerte précoce des événements extrêmes et de la qualité de l'eau.  Portefeuille de projets approuvé pour répondre aux problèmes transfrontaliers critiques.  Méthodologie d'intégration du Plan d'action stratégique dans les plans et politiques nationaux élaborés et validés par les autorités nationales des pays du bassin de La Plata.  Réalisation d'ateliers pour intégrer la perspective de genre dans les actions du projet. | | **Externe :** Banque de développement de l'Amérique latine (CAF), Comité intergouvernemental de coordination des pays du bassin du Río de la Plata (CIC), Banque interaméricaine de développement (BID). | |
| **Système satellitaire et applications basées sur l'observation de la Terre (PROSAT)** | La coopération technique soutient le développement et la mise en œuvre d'applications qui utilisent des données satellitaires, notamment des données radar, ainsi que des produits régionaux couvrant les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la santé, de l'environnement et de la gestion des urgences.  Dans la dernière phase, le projet a soutenu le développement d'applications pour le système régional intégré d'information par satellite (SIRIS), et le suivi du système SIRIS est un programme du projet PROSAT de la Commission nationale des activités spatiales (CONAE), qui a été développé pour améliorer la prise de décision dans le secteur agricole. Cependant, son utilisation est également étendue à d'autres secteurs tels que l'eau, l'environnement, la foresterie et la santé.  Le projet promeut également la création d'une association spatiale inter-agences des Amériques, entre autres activités qui encouragent l'utilisation des données satellitaires pour la prise de décision et la gestion des ressources. | Développement de produits supplémentaires pour le système SIRIS visant les objectifs suivants:   1. Identification des zones couvertes de neige 2. Analyse de l'évolution historique du site couvert de neige et de la fréquence des nuages 3. Identification des plans d'eau dans les zones qui ont subi des inondations, entre autres   Renforcement de l’établissement d'une association spatiale inter-agences des Amériques.  Optimisation de la plateforme SIRIS afin d’étendre son utilisation à différents secteurs tels que l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et l'éducation, pour en faire une référence en matière de collecte de données dans la région. | | Commission nationale des activités spatiales (CONAE) et Banque interaméricaine de développement (BID). | |
| **Projet d'appui à la mise en œuvre de la proposition visant à prévenir et à endiguer la pandémie de COVID-19 dans la zone rurale de la région du Trifinio au Honduras.** | Le projet vise à contribuer à la prévention et à l'endiguement de la Covid-19 dans cette région du Honduras en mettant en place des canaux d'information pour sensibiliser le public aux mesures de prévention de la propagation du virus ainsi qu’à la fourniture de matériel médical pour endiguer la contamination et traiter les patients porteurs du coronavirus. | * Renforcement des canaux de communication communautaires pour endiguer la propagation du virus dans les zones rurales du Honduras * Équipement des municipalités en matériel pour la prévention et le traitement de la COVID-19 dans les zones rurales du Honduras * Formation des communautés en matière de santé et d’intervention en cas de catastrophe naturelle. | | Gouvernement du Honduras, Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), COPECO, CODEL et Commission tri-nationale du Plan Trifinio  Commission trinationale du plan Trifinio. | |
| **CReW+: Une approche intégrée de la gestion de l'eau et des eaux usées dans la Grande région des Caraïbes en utilisant des solutions innovantes et des mécanismes de financement durable.** | L'initiative soutient le développement d'un cadre solide qui s'attaque aux obstacles que posent le financement, entre autres, à l'introduction de solutions en matière de gestion intégré des ressources en eau (GIRE), telles que les systèmes innovants de traitement décentralisé des eaux usées. La GIRE, en tant qu'approche collaborative de la gestion de l'eau et des eaux usées, est essentielle pour renforcer la résilience du secteur de l'eau.  En ce qui concerne la compétitivité, les activités de l'initiative permettront la mise en œuvre d'autres activités importante en matière de politiques et de développements, telles que la politique nationale de réutilisation de l'eau et le programme Roof to Reef (R2RP), formulés pour veiller à ce que les activités de développement et la croissance économique ne soient pas compromises en raison de ressources en eau limitées, et que l'utilisation efficace de toutes les ressources en eau disponibles soit assurée, contribuant ainsi à la compétitivité du pays. | Promouvoir la gouvernance de l'eau à la Barbade par le développement d'une stratégie de communication nationale et d'un plan de mise en œuvre pour la gestion intégrée des ressources hydriques et des eaux usées.  Soutenir le développement d'un environnement favorable et la création de mécanismes financiers innovants et durables pour la gestion intégrée des déchets à la Barbade, par l’élaboration d'un plan d'action financier au sein d’un groupe de travail intersectoriel. | | **Externe :** BID/PNUE (organismes de mise en œuvre de CReW+). | |
| **Préparer le terrain pour la mise en œuvre du plan d'action stratégique du bassin de la Plata.** | En renforçant la coopération transfrontalière entre les gouvernements du bassin de La Plata, le projet favorisera une vision intégrée des principaux problèmes transfrontaliers critiques afin d'améliorer les éléments suivants : 1) la gestion de l'information ; 2) la planification et la gestion et l'utilisation durable des ressources en eau ; 3) la protection et la remise en état de l'environnement ; 4) l'éducation, la communication et la participation du public ; 5) la recherche et le développement technologique ; et 6) le renforcement institutionnel. Les travaux menés par les groupes de travail dans chacun de ces domaines stratégiques définiront les actions à mettre en œuvre pour contribuer à la compétitivité et au développement durable du bassin. | * Le système d'appui à la prise de décisions pour le bassin de la Plata est mis au point et exécuté en tant qu’outil d'appui à la coordination régionale, à la gestion intégrée de l'eau dans le contexte de la variabilité et du changement climatique, et au fonctionnement de l'alerte précoce des événements extrêmes et de la qualité de l'eau. * Portefeuille de projets approuvé pour répondre aux problèmes transfrontaliers critiques * Méthodologie d'intégration du Plan d'action stratégique dans les plans et politiques nationaux élaborés et validés par les autorités nationales des pays du bassin de La Plata * Réalisation d'ateliers pour intégrer la perspective de genre dans les activités du projet | | **Externe :** Banque de développement de l'Amérique latine (CAF), Comité intergouvernemental de coordination des pays du bassin du Río de la Plata (CIC), Banque interaméricaine de développement (BID). | |
| **Système satellitaire et applications basées sur l'observation de la Terre (PROSAT)** | La coopération technique soutient le développement et la mise en œuvre d'applications qui utilisent des données satellitaires, notamment des données radar, ainsi que des produits régionaux couvrant les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la santé, de l'environnement et de la gestion des urgences.  Dans la dernière phase, le projet a soutenu le développement d'applications pour le système régional intégré d'information par satellite (SIRIS) et le suivi du système SIRIS est un programme du projet PROSAT de la Commission nationale des activités spatiales (CONAE), qui a été développé pour améliorer la prise de décision dans le secteur agricole. Cependant, son utilisation est également étendue à d'autres secteurs tels que l'eau, l'environnement, la foresterie et la santé.  Le projet promeut également la création d'une Association interinstitutionnelle des Amériques sur les questions spatiales, entre autres activités qui encouragent l'utilisation des données satellitaires pour la prise de décision et la gestion des ressources. | Développement de produits supplémentaires pour le système SIRIS visant les objectifs suivants:   1. Identification des zones couvertes de neige 2. Analyse de l'évolution historique du site couvert de neige et de la fréquence des nuages 3. Identification des plans d'eau dans les zones qui ont subi des inondations, entre autres   Renforcement de l’établissement d'une association spatiale inter-agences des Amériques.  Optimisation de la plateforme SIRIS afin d’étendre son utilisation à différents secteurs tels que l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et l'éducation, pour en faire une référence en matière de collecte de données dans la région. | | Commission nationale des activités spatiales (CONAE) et Banque interaméricaine de développement (BID) | |
| **Projet d'appui à la mise en œuvre de la proposition visant à prévenir et à endiguer la pandémie de COVID-19 dans la zone rurale de la région du Trifinio au Honduras** | Le projet vise à contribuer à la prévention et à l'endiguement de la Covid-19 dans cette région du Honduras en mettant en place des canaux d'information pour sensibiliser le public aux mesures de prévention de la propagation du virus ainsi qu’à la fourniture de matériel médical pour endiguer la contamination et traiter les patients porteurs du coronavirus. | * Renforcement des canaux de communication communautaires pour endiguer la propagation du virus dans les zones rurales du Honduras * Équipement des municipalités en matériel pour la prévention et le traitement de la COVID-19 dans les zones rurales du Honduras * Formation des communautés en matière de santé et d’intervention en cas de catastrophe naturelle. | | Commission trinationale du plan Trifinio. | |
| **Cadre régional pour l'utilisation durable du Rio Bravo** | Les activités du programme contribuent au renforcement de la résilience en soutenant la protection et l'utilisation durable des ressources en eau du bassin du Rio Bravo dans le cadre d'une approche intégrée et écosystémique de la gestion des ressources en eau, par l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan intégré pour le bassin du Rio Bravo, axé sur l'assainissement, ainsi que par la mise en œuvre de solutions mises en œuvre à titre de démonstration pour promouvoir la sécurité de l'eau du bassin. L'amélioration de l'assainissement dans le bassin versant conduira à des environnements de vie plus sains, à une meilleure gestion de l'environnement et à une compétitivité accrue, en particulier pour les sites des projets pilotes exécutés à titre de démonstration. | Un diagnostic du bassin axé sur l'assainissement, comprenant la mise à jour de l'inventaire des stations d'épuration des eaux usées de la CONAGUA dans le bassin du Rio Bravo ; et un plan intégré du bassin mettant l'accent sur l'assainissement et identifiant des actions à court, moyen et long terme, pour la remise en état, l'expansion ou la reconfiguration des infrastructures, et le renforcement institutionnel.  Soutenir le développement de synergies clés entre les institutions de gestion des déchets en vue de la mise en œuvre des projets pilotes d'assainissement (3) dans les zones rurales, périurbaines et urbaines  Trois (3) projets pilotes d'assainissement exécutés à titre de démonstration dans des zones rurales, périurbaines et urbaines, en envisageant la mise en place d'un système d'assainissement adapté au contexte local. | | Externe : Fonds pour l'environnement mondial (FEM), CONAGUA Mexique | |
| **Favoriser la sécurité de l'eau dans la région de Trifinio : Promouvoir la formulation d'une analyse diagnostique transfrontière (TDA) et d’un programme d'action stratégique (SAP) pour le bassin transfrontalier de la rivière Lempa dans cette région** | Le projet contribue à la compétitivité en s'attachant à combler les lacunes en matière de connaissances et à consolider les données scientifiques disponibles dans une analyse diagnostique transfrontalière (TDA) au moyen d'un processus participatif et consensuel visant à identifier et à hiérarchiser les problèmes transfrontaliers, leurs causes profondes, leurs incidences et les lacunes qu’ils engendrent. Le TDA fournira donc une solide base qui informera la formulation d'un programme d'action stratégique (SAP) pour le bassin de la rivière Lempa, ainsi qu’un plan d'investissement pour mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre. En outre, le projet fournira une plate-forme pour évaluer et renforcer les cadres législatif, institutionnel et politique (aux niveaux local, national et régional) ainsi que pour renforcer la capacité à soutenir un mécanisme de coopération solide pour le bassin de la rivière Lempa. | * Une analyse diagnostique transfrontalière (TDA) identifiant les principaux problèmes environnementaux transfrontaliers auxquels sont confrontés le bassin de la rivière Lempa et son système aquifère. * Un programme d'action stratégique (SAP) à long terme, approuvé par les ministres / les présidents, visant à protéger et à gérer durablement les ressources naturelles du bassin de la rivière Lempa, et à soutenir le développement efficace des réformes et des politiques de GIRE.   Un cadre de gouvernance commun pour la gestion durable des ressources en eau et des autres actifs naturels du bassin de la rivière Lempa. | | Source de financement : Fonds pour l'environnement mondial (FEM)  Partenaire d'opérationnel : Programme des Nations Unies pour l'environnement  ;  Partenaires d'exécution : CTPT (Commission trinationale du plan Trifinio) | |
| **Programme d'action climatique pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes :**  **Proposition globale basée sur les bonnes pratiques de la région (PAD-LAC).** | Favoriser la sécurité de l'eau par le renforcement des capacités techniques en matière de décrue glaciaire dans les pays à glaciers tropicaux, ainsi que par le plaidoyer en faveur du positionnement de l'approche de solutions basées sur les écosystèmes en matière d'eau et l'assainissement. | Formation de responsables des États membres de l'OEA, dotés d’une expertise en matière de développement et de changement climatique, au renforcement du lien entre le changement climatique, la gestion des risques, la biodiversité, la désertification et les droits humains, dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités. | | Programme de l'eau,  BID,  Points focaux techniques en matière de changement climatique pour la Jamaïque, le Costa Rica et l'Uruguay  Fonds vert pour le climat (GCF)  FEM  Université de Zurich/Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). | |
| **Développement piloté par la communauté à Haïti.** | Soutien à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement   * -Soutien à l'amélioration de la prestation des services publics par la mise en œuvre d'autres plans de développement piloté par la communauté * -Accès accru au service éducatif   + Renforcement des capacités des responsables chargés du secteur de l'eau, notamment le centre technique d'exploitation (CTE) de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA) dans les zones urbaines, et les Comités d’approvisionnement en eau potable et d'assainissement (CAEPA) dans les zones rurales   + Renforcement des capacités en matière de gestion, d'efficacité et de génération de revenus des petites et moyennes entreprises (MPME) engagées dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement. | Réhabilitation des infrastructures d'approvisionnement en eau, d’assainissement et d'hygiène (WASH) dans 10 municipalités   * + Évaluation locale conjointe des infrastructures et des besoins en eau   + Évaluation et sélection rapides de projets WASH potentiels dans les écoles et les institutions capables de mettre en œuvre les projets sélectionnés   + Réparation et remise en état de petites infrastructures des projets de prestation de services publics (WASH)   + Promotion de normes WASH cohérentes parmi les enseignants et les élèves | | Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Fondation panaméricaine pour le développement (FUPAD). | |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.4. Promouvoir les capacités des États membres en ce qui concerne la thématique des villes et communautés durables conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.4. du PIDS.** | | | | |
| **Villes durables :** | | | | | |
|  |  |  | |  | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.5. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion durable de l’énergie, en privilégiant la promotion des énergies propres, renouvelables et durables du point de vue environnemental ainsi que l’efficience énergétique, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.5. du PIDS.** | | | |
| **Énergie** | | | | |
| **Partenariat des Amériques pour l’énergie et le climat (ECPA)** | Favoriser le leadership partagé, la coopération et l'intégration en matière d'énergie dans l'ensemble des Amériques pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050. Afin d’atteindre cet objectif, l'ECPA identifiera les principales priorités nationales en matière d'énergie, les domaines d'expertise et les synergies potentielles en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de :   * Favoriser la coopération à plusieurs niveaux (par exemple, Sud-Sud, Nord-Sud, bilatéral, multilatéral) * Documenter une liste d'activités concrètes à mettre en œuvre * Mettre en relief de nouveaux projets ou initiatives ayant des résultats à fort impact et mesurables au niveau régional ou mondial.   Les actions relevant de cet objectif stratégique contribuent également aux objectifs stratégiques 2.1, 2.3 et 2.4. | | Partenariats avec le secteur privé pour générer un impact social et environnemental positif en matière de sécurité et d'accès à l'énergie à un coût abordable ; renforcer la résilience et la fiabilité des systèmes énergétiques ; et promouvoir le concept de transitions énergétiques en tant que moteurs de croissance durable et de prospérité économique. Résultats spécifiques attendus : | **Interne (OEA) :** Département du développement économique/SEDI (possibilité de collaboration avec le Forum de compétitivité des Amériques (FCA)/l’Échange pour la compétitivité des Amériques (ACE), le processus ministériel de la science et de la technologie, les centres de développement des petites entreprises, et le CICTE .  **Externe :** Compete Caribbean/BID en tant que partenaire potentiel. |
| Plateforme de mise en relation permettant aux gouvernements de travailler ensemble, ainsi qu'avec les entreprises et la société civile, d’induire des synergies, de collaborer sur des intérêts communs, et d’établir de nouveaux partenariats ou de renforcer les partenariats existants. |
| Activités conjointes concrètes mises en œuvre pour donner suite aux mandats de la Cinquième Réunion des ministres de l'ECPA et du Neuvième Sommet des Amériques. |
| Liste des projets ou initiatives phares susceptibles d'accélérer la transition vers des émissions nettes nulles au niveau régional et/ou sous-régional s'ils sont financés. |
| **Programme d'action climatique pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes :**  **Proposition globale basée sur les bonnes pratiques de la région (PAD-LAC)** | Développer des produits de connaissances et un programme de renforcement des capacités qui favorisent le renforcement de la gestion des risques de catastrophes dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'action climatique dans les États membres de l'OEA, en mettant l'accent sur les solutions basées sur la nature. | | Un programme gratuit de renforcement des capacités de 20 heures en anglais et en espagnol, composé de 5 modules sur les thèmes ci-après : Changement climatique et droits humains, financement de l’action climatique, solutions fondées sur la nature, infrastructures durables et bonnes pratiques en matière d'action climatique.  Nombre de décideurs suivant une formation sur les questions liées au changement climatique, telles que le financement, les infrastructures durables, les réseaux de transport durable et les liens entre l'Accord de Paris, les ODD du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Cadre d'action de Sendai. | Programme de l'eau,  BID,  Points focaux techniques en matière de changement climatique pour la Jamaïque, le Costa Rica et l'Uruguay  Fonds vert pour le climat (GCF)  FEM  Université de Zurich/Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **2.6. Renforcer les capacités des États membres à disposer d’institutions efficientes, efficaces, responsables et inclusives pour le développement durable, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.6. du PIDS.** | | | |
| **Commerce et environnement :** | | | | |
|  |  | |  |  |

**DÉPARTEMENT/SECTION : DÉPARTEMENT DU DÉLOPPEMENT HUMAIN, DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promouvoir l'éducation et le développement humain dans les Amériques** | | |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de fournir une éducation de qualité, inclusive et assortie d’équité.** | | |
| **Éducation - Dialogue politique** | | | |
| Processus ministériel et réunions interaméricaines des ministres de l'éducation. | * Première Réunion extraordinaire de la Commission interaméricaine de l'éducation, février 2022 * Réunion préparatoire de la Réunion interaméricaine des ministres de l'éducation (mars 2022) * Neuvième Réunion interaméricaine des ministres de l'éducation, mai 2022 * Réunion de planification des autorités du processus ministériel (août 2022) | * Rapport sur l'état d’avancement de la mise en œuvre des mandats ministériels pour le cycle 2019-2022 * Adoption de la deuxième phase du Programme interaméricain d'éducation * Adoption de la Déclaration de Buenos Aires et du plan d'action s’y rapportant | **Externe :**  Internet Society (ISOC), Bureau régional pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (OREALC) de l'UNESCO, Centre interaméricain pour le développement de la connaissance dans la formation professionnelle (CINTERFOR) de l'OIT, Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), Organisation universitaire interaméricaine (OUI), Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC) de l'UNESCO, UNICEF, Consortium d'universités, groupes de réflexion et ONG |
| Plan de travail 2019-2022 de la CIE.  Plan de travail 2022-2025 de la CIE | Réunion de la Commission des politiques de partenariat pour le développement pour discuter des plans de mise en œuvre des mandats (novembre 2022). | Rapport sur l’exécution pour la période 2019-2022 à la réunion ministérielle, mai 2022.  Discussion des initiatives pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme interaméricain d'éducation (PIE) et des demandes formulées par les États membres concernant la Déclaration et le Plan d'action de Buenos Aires (2022) ; renforcement des synergies entre les initiatives éducatives mondiales, continentales et sous-régionales ; et promotion de la coopération intersectorielle et de la coopération avec d'autres acteurs sociaux, afin de contribuer au relèvement et au rétablissement de la continuité de l'éducation et de contribuer à la réduction des inégalités exacerbées par la pandémie.  Élaboration et approbation du Plan de travail 2022-2025 de la CIE | **Externe :**  Internet Society (ISOC), Bureau régional pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (OREALC) de l'UNESCO, Centre interaméricain pour le développement de la connaissance dans la formation professionnelle (CINTERFOR) de l'OIT, OPS, Organisation universitaire interaméricaine (OUI) , Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC) de l'UNESCO, UNICEF, Consortium d'universités, groupes de réflexion et ONG |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **3.2. Renforcer la profession d'enseignant dans les États membres en créant davantage de possibilités de formation.** | | |
| **Éducation - Enseignants** | | | |
| Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED).  Équipes de projet  Bourses d'études pour les enseignants  Séminaire annuel  Coopération et échanges  Subventions au démarrage | Systématiser la quatrième phase dans le but de consolider les données, d'identifier les meilleures pratiques, de formuler des rapports et de fournir des recommandations et des cadres pour la mise en œuvre de politiques, programmes et pratiques en matière de formation des enseignants en STEM.  Pour atteindre son objectif, le RIED sélectionnera des participants individuels et institutionnels de la communauté RIED qui travailleront au sein d'équipes thématiques (politiques, programmes et pratiques). | Systématiser le contenu de la quatrième phase créé par 50 équipes de projet, 48 projets de subventions de démarrage, 35 enseignants boursiers et 40 lauréats du prix de leadership dans l’enseignement.  Il sera demandé aux équipes thématiques de consacrer 2 à 5 heures par semaine aux projets, de se réunir en mode virtuel deux fois par mois pour collaborer sur leurs projets respectifs, de produire des éléments livrables déterminés à l'avance par le RIED et de présenter leurs travaux lors du séminaire virtuel du RIED. Les équipes thématiques travailleront d'avril à octobre 2022  Organiser un séminaire virtuel de deux jours pour présenter les résultats de la quatrième phase du RIED.  Finaliser la proposition et lever des fonds pour le centre d'excellence pour la formation des enseignants en tant qu'extension du RIED au-delà de 2022.  Produire des outils de communication multimédia pour diffuser les résultats et l'impact du RIED.  **Dates importantes :** Date limite de dépôt des candidatures pour les équipes thématiques du RIED : 28 février ; équipes thématiques : 1er avril - 30 octobre ; Séminaire virtuel : Septembre (à déterminer) | **Externe :**  Fondation Siemens Stiftung, Centre international de physique théorique / UNESCO, Université du Colorado à Boulder / Simulations interactives en matière de technologie pour l'enseignement de la physique, Dinámica (centre de formation des enseignants au Pérou) / Association des professeurs de physique des Amériques - Mexique |
| **Portail éducatif des Amériques :** Formation en ligne pour le développement professionnel des citoyens des États membres de l'OEA | * Formation en ligne pour le développement professionnel des citoyens des États membres de l'OEA * Cours en ligne ouverts à tous (MOOC, selon le sigle en anglais) sur des sujets liés à l'éducation, au genre, aux droits humains et au développement durable * Environ 5 nouveaux cours sont mis su point, sur mesure, pour d'autres secteurs de l'organisation, élargissant ainsi l'offre de formation institutionnelle * Des enseignants formés dans les Caraïbes sur l'innovation en classe, l'enseignement des mathématiques et l'intégration des TIC dans l'éducation, par le biais du programme éducatif OEA-ProFuturo * Par l’intermédiaire de l'alliance OEA-ProFuturo, approfondir la collaboration des organisations de la société civile (OSC) qui se consacrent à l'amélioration de l'éducation dans la région, au moyen de deux études et d’une enquête comportant des informations au niveau continental, qui permettent d'identifier les possibilités d'articulation et de renforcement des liens entre les secteurs, afin de fournir une contribution utile à la réunion des ministres de l'éducation. | Une dispense partielle des frais de formation accordée à environ 350 citoyens des Amériques pour des cours en ligne de perfectionnement professionnel exécutés par le Portail éducatif des Amériques.  Formation d’environ 2 000 personnes dans le cadre des cours en ligne ouverts à tous (MOOC).  Élaboration d’environ 5 nouveaux cours sur mesure pour d'autres secteurs de l'organisation.  Formation d’environ 2 000 enseignants dans les Caraïbes.  Deux études et une enquête de portée continentale qui permettront d'identifier des possibilités d'articulation et de collaboration intersectorielle entre les OSC et les ministères de l'éducation de la région. | **Interne :**  RIAL, CICTE, CIM, CIDH, CITEL, Département de la sécurité publique (DSP), Département des ressources humaines (DRH), départements du SEDI.  **Externe :**  Fondation ProFuturo ; ministères de l'éducation des États membres ; Convenio Andres Bello (CAB) ; FLACSO Chili ; Université Pontificia Bolivariana (UPB), PENT Flacso Argentine. |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **3.3. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin d’assurer une prise en charge intégrale de la petite enfance.** | | |
| **Éducation -** Programmes de bourses d'études et de perfectionnement de l'OEA | | | |
| Le programme de bourses d'études universitaires de l'OEA.  Programme spécial de formation pour les Caraïbes anglophones (SPECAF).  Le Programme de bourses de développement professionnel (PDSP).  Programme d’alliances pour l’éducation et le perfectionnement (PAEC). | Les différents programmes de bourses visent à contribuer au développement du capital humain afin de promouvoir la compétitivité et le développement des pays de la région.  Par le biais de deux brefs cours de perfectionnement professionnel en ligne destinés aux citoyens et aux résidents permanents, les États membres de l'OEA cherchent à étendre et à renforcer le perfectionnement professionnel dans des domaines de travail spécialisés :  Deux cours seront dispensés en anglais, dans les domaines des énergies renouvelables, qui sont nécessaires au développement économique et durable de la région, et qui présentent un fort potentiel d'employabilité ;  Les cours sélectionnés dans le domaine de l'éducation permettront aux enseignants d'adapter leurs classes aux nouvelles modalités par le biais de propositions pédagogiques innovantes et de méthodologies différentes.  L'un des cours sélectionnés aidera les professionnels à intégrer une approche de genre dans leurs programmes et projets, fournissant ainsi aux pays et à leurs institutions des éléments pour surmonter les inégalités historiques.  Deux cours sélectionnés permettront aux participants d'actualiser leurs connaissances sur les technologies de dernière génération qui sont en cours de développement pour le traitement de l'eau, et de se familiariser avec le cadre international de gestion des risques de catastrophe et du changement climatique.  Des bourses d'études qui contribueront au développement du capital humain et favoriseront la résilience, la compétitivité et le développement des pays de la région. | Quarante-sept (47) bourses universitaires menant à des diplômes de premier cycle, de maîtrise et de doctorat, auprès de plus de 130 universités dans les États membres, dans le cadre de divers programmes susceptibles de contribuer au développement du capital humain, afin de promouvoir la compétitivité et le développement dans les pays de la région.  Sept (7) cours en ligne de perfectionnement professionnel à court terme pour les citoyens et les résidents permanents des États membres de l'OEA.  Un appel sera publié pour inviter les institutions à offrir des bourses pour des cours de perfectionnement professionnel en collaboration avec le SG/OEA au cours du premier semestre de 2022.   * Octroi d’au moins 3 000 bourses d'études dans le cadre de partenariats avec des gouvernements d’États membres, des universités privées et publiques d’États membres de l'OEA et des pays observateurs, ainsi que d'autres établissements d'enseignement, menant à des diplômes de maîtrise et de doctorat et à des certificats de perfectionnement professionnel. | **Interne :**  Bureau exécutif et tous les départements du SEDI  **Externe :**  Plus de 250 partenaires, y compris des gouvernements d’États membres, des universités du Consortium d’universités de l'OEA et des établissements d'enseignement des pays observateurs. |
| **Fonds Rowe**  Le Fonds Rowe de l'OEA accorde une aide financière (15 000 USD sous forme de prêts sans intérêt) aux citoyens des États membres de l'OEA d'Amérique latine et des Caraïbes pour leurs deux dernières années d'études de premier cycle, de deuxième cycle, de doctorat et de recherche dans des universités accréditées aux États-Unis. | Accroître la résilience des étudiants internationaux (des États membres de l'OEA) aux États-Unis qui sont affectés par la pandémie de COVID-19, en leur accordant une aide financière et des bourses pour les aider à terminer leurs études. | * Des aides financières seront accordées à plus de 90 personnes pour des études universitaires aux États-Unis * Plus de 15 prêts éducatifs / d'urgence seront accordés à des fonctionnaires du SG/OEA. * Plus de 300 comptes seront gérés par le Fonds Rowe. * Un portefeuille d'investissement géré d’une manière modérément conservatrice * Plus de 2 bourses d'urgence seront attribuées pour aider les étudiants internationaux aux États-Unis qui ont été affectés par la pandémie de COVID-19 | **Interne :**  Inclut les prestataires de services en interne (OEA)  **Externe :**  Organization of American States Federal Credit Union (OASFCU), conseiller en investissement, services de garde des valeurs et de négoce, audit externe ainsi que des institutions ou groupes informels dans le domaine des programmes d'échange d'enseignement supérieur et des programmes de bourses d'études/de prêts. |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **4. Promouvoir le travail décent, digne et productif pour tous** | | |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **4.1. Renforcer les capacités des États membres pour le renforcement des systèmes d’éducation et de formation continue** | | |
| **Travail :** | | | |
| **Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT)** | Activités de coopération bilatérale et régionale du Réseau interaméricain de l’administration dans le domaine du travail (RIAL). | * Élaborer, réformer, exécuter et évaluer les politiques et les programmes en matière de travail et d'emploi, en s’appuyant sur les activités de coopération bilatérale et régionale du RIAL, le portefeuille de mesures en réponse à la COVID-19 mises au point par les ministères du travail, et les bulletins d'information, entre autres. Un accent particulier est mis sur les mesures visant à promouvoir le travail décent et l'emploi productif, y compris l'emploi des jeunes, le renforcement des systèmes de protection sociale et la promotion d'un vieillissement digne. * Combler le déficit de compétences, identifier et développer les compétences pour l'avenir et mieux préparer la main-d'œuvre afin de se relever de la crise de l'emploi générée par COVID-19, et construire des économies et des sociétés plus résilientes et durables. | **Interne :**  Secrétariat de l'accès aux droits et à l'équité |
|  | Actions visant à améliorer la parité entre hommes et femmes sur le marché du travail par l'intégration de la dimension de genre au sein des ministères du travail. | * Une étude globale sur le statut de l'intégration de la dimension de genre dans les ministères du travail et une série de recommandations visant à renforcer ce processus sont finalisées. L'intégration de la dimension de genre est un moyen de parvenir à la parité entre hommes et femmes. * Les gouvernements ont accru leurs connaissances et leurs capacités sur la manière d'identifier, de prévenir, de traiter et de sanctionner la violence sexiste au travail, après un cours en mode virtuel mis au point par le SEDI et la Commission interaméricaine des femmes (CIM) sur le portail éducatif des Amériques |  |
| **OBJECTIF**  **STRATÉGIQUE** | **4.2. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de favoriser des conditions et perspectives d’emploi équitables et inclusives pour les populations en situation de vulnérabilité et tous les groupes qui rencontrent des difficultés importantes sur le marché du travail.** | | |
| Dialogue sur la politique du **travail**   * Vingt-et-unième Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT) * Réunions des syndicats (Conseil syndical de consultation technique - COSATE) et des organisations patronales (Commission patronale de consultation technique sur les questions de travail - CEATAL) - (Argentine, 22-24 septembre 2021) |  | Les gouvernements sont parvenus à un nouveau consensus au niveau continental en ce qui concerne les priorités et les mesures à prendre en matière de travail et d'emploi, y compris les stratégies visant à relancer l'activité économique, à promouvoir le travail décent et l'emploi productif, en particulier pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie de COVID-19, à renforcer le dialogue social et à améliorer la coordination entre l'éducation et le travail.  Les travailleurs et les employeurs sont parvenus à des accords au niveau continental en ce qui concerne les questions émergentes et urgentes en matière de travail, ainsi que sur les mesures à prendre pour les résoudre. |  |

**DÉPARTEMENT/SECTION : BUREAU EXÉCUTIF - SECTION COOPÉRATION TECHNIQUE (SEDI-EO-TCS)**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. ENCOURAGER LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION DE PARTENARIATS** | | |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.1. Promouvoir la coopération bilatérale, Sud-Sud, triangulaire et internationale à travers le continent** | | |
| **Coopération :** | | | |
| Le Fonds de coopération pour le développement (FCD). | Le cycle de programmation du FCD pour 2021-2024 se concentre sur la *résilience inclusive pour un relèvement efficace, en mettant l’accent sur la science et la technologie*, avec quatre lignes d'actions :   1. Le renforcement des MPME par l'innovation et la technologie 2. La reconversion de la main-d'œuvre par une approche innovante en vue du relèvement du secteur du tourisme et des économies régionales 3. L’innovation scientifique et technologique au service de la résilience 4. La science au service de la prise de décision dans la planification des risques de catastrophe | Les résultats du cycle de programmation 2017-2021 du FCD ont fait l'objet d'un rapport au CA/AICD.  Dix-huit (18) programmes du cycle de programmation 2021-2024 du FCD/OEA ont été élaborés et la mise en œuvre de ces programmes sont en voie d’achèvement. | **Interne (OEA) :** Département du développement économique, Département du développement durable (Départements du SEDI)Organismes d'exécution des États membres et ONE |
| Troisième Réunion spécialisée du CIDI des hauts fonctionnaires chargés de coopération (2 et 3 décembre 2021). |  | Le suivi de la réunion des autorités chargées de la coopération est assuré par le Conseil d'administration de l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD), et de nouveaux groupes de travail sont établis. | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI  **Externe :** Organismes de coopération des États membres, organisations régionales, secteur privé, fondations et universités qui ont participé à la réunion. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.2. Encourager les partenariats multisectoriels efficaces pour soutenir les États membres dans la réalisation des objectifs de développement durable** | | |
| **Partenariats** | | | |
| La stratégie de collaboration du SEDI avec le secteur privé et d'autres partenaires devient opérationnelle | Parmi les critères d'évaluation de la compatibilité des partenaires, il convient de porter une attention particulière, entre autres, au travail effectué pour renforcer la résilience afin de dresser la liste des partenaires potentiels et d'orienter les efforts de collaboration. | Continuer à rechercher et à nouer des partenariats sur la base des lignes directrices établies (action continue au niveau institutionnel).  Élaborer des propositions de projet axées sur le domaine d'action **"Résilience inclusive pour une reprise efficace, avec un accent sur la science et la technologie"** afin de nouer de nouveaux partenariats. | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI.  **Externe :** Secteur privé, milieu universitaire, organisations multilatérales et régionales ayant un mandat similaire, banques de développement et autres organisations non gouvernementales, à déterminer. |

CIDRP03514F01

CIDRP03514F01